

Convention de partenariat relative à la dématisation des documents d'urbanisme sur le département du Var

Conclue entre

D'une part, La Communauté d'Agglomération Dracénoise, représenté(e)
par Monsieur AUDIBERT-TROIN Olivier, son Président

et

Le Centre Régional de l'Information Géographique en Région PACA (CRIGE-PACA), représenté par sa
Directrice, Madame Christine ARCHIAS

Il est convenu ce qui suit :

Préambule	2
Article 1. Objet.....	3
Article 2. Rôle des acteurs	3
Article 3. Déroulement des opérations	4
Article 4. Délais d'exécution	5
Article 5. Moyens disponibles	5
Article 6. Durée de la convention.....	6
Article 7. Droits de propriété intellectuelle.....	6

Préambule

Le Président du Conseil Régional et le Préfet de la Région PACA ont signé le 08 mars 2010 une convention cadre de partenariat sur la dématérialisation des documents d'urbanisme en PACA. Cette convention mandate le CRIGE pour appuyer et coordonner la démarche à l'échelon régional.

L'objet de la convention a été renforcé par l'ordonnance du 19 décembre 2013, visant à améliorer les conditions d'accès de la population aux documents d'urbanisme (DU) et aux Servitudes d'Utilité Publique (SUP), au travers du Géoportail de l'Urbanisme (GPU), à terme point d'accès unique aux DU. C'est dans ce contexte réglementaire qu'à partir du 1er janvier 2016, les autorités compétentes en matière d'urbanisme (communes et Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)), devront transmettre les évolutions et changements de procédures de leurs documents d'urbanisme sous forme numérique. La publication sur le GPU – nouveau moyen de publicité du document - sera indispensable pour le rendre opposable à compter du 1er janvier 2020.

Sur un plan technique, l'ordonnance du 19 décembre 2013 prévoit que la dématérialisation des documents d'urbanisme respecte le standard de numérisation établi par le Conseil National de l'Information Géographique (CNIG) et adopté par la Commission de Validation des Données pour l'Information Spatialisée (COVADIS) du Ministère de l'Ecologie.

Ce standard préconise en outre :

- une numérisation du document d'urbanisme basée sur le plan cadastral informatisé,
- une nomenclature codifiée et explicite pour les réglementations d'urbanisme,
- une version numérique de tous les règlements écrits,
- un format d'échange unique et interopérable entre toutes structures,
- une possibilité d'intégration dans tous les logiciels de Systèmes d'Information Géographique (SIG).

Pour avancer sur l'application de la convention cadre Etat-Région, le CRIGE a réalisé ces derniers mois un état des lieux de la dématérialisation des DU sur les EPCI et communes du territoire régional en perspective du lancement de marchés de normalisation des DU numériques et de numérisation des secteurs non encore couverts.

Sur le département du Var, la moitié des communes disposent d'un DU dématérialisé. Mais tous ne sont pas conformes au standard COVADIS et seulement une petite partie est régulièrement tenue à jour. Le lancement d'un marché pour la création d'une couverture départementale de DU normalisés et actualisés, financé par la Région et la DREAL, va permettre aux services des collectivités en charge de l'instruction et aux services de l'Etat en charge du contrôle de légalité, de disposer de documents facilement exploitables, d'ores et déjà conformes avec les attendus de l'ordonnance du 19 décembre 2013. Ce projet va surtout permettre la mise en place d'une organisation solide et concertée entre tous les acteurs concernés (communes, EPCI, Direction Départementale des Territoires et de la Mer), pour garantir dans un premier temps la qualité finale des documents dématérialisés et dans un second temps, puis sur le long terme, une actualisation régulière des documents produits. L'implication de chaque territoire concerné d'une part, de la DDTM d'autre part, est donc prépondérante dans la bonne exécution du marché.

La définition des lots de numérisations, basée sur l'état des lieux de la dématérialisation, tiendra compte des procédures et marchés en cours sur chaque commune. Chaque organisme sera sollicité en fonction de ses compétences et moyens dès le lancement du marché, afin de permettre une complémentarité et une plus grande efficacité dans les contrôles qualité. Tous les documents d'urbanisme numérisés selon les préconisations nationales, devront faire l'objet d'une validation par les organismes compétents.

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et organisationnelles nécessaires aux transmissions de données et aux contrôles des travaux de numérisation des documents d'urbanisme sur le département du Var et réalisés dans le cadre d'un marché sous maîtrise d'ouvrage CRIGE PACA.

L'objet de la prestation comprend une numérisation des données au standard du CNIG, de la version du document d'urbanisme en vigueur en date du bon de commande. La version du standard CNIG sera celle publiée en date du lancement du marché.

Les documents d'urbanisme à numériser dans le cadre de la présente convention peuvent être des documents papier et/ou électroniques. Ils peuvent être dans leur version initiale approuvée ou bien dans une version modifiée ou corrigée dans le cadre des procédures en vigueur. Ils peuvent contenir des documents cartographiques (plans...) et littéraires (règlements...).

Les contrôles des travaux de numérisation des Plans Locaux d'Urbanisme (communaux ou intercommunaux) - Cartes Communales et Plans d'Occupation des Sols (ci-après appelés documents d'urbanisme) des communes concernées par le marché sont répartis entre le CRIGE, les EPCI partenaires et la DDTM du Var (83).

Le pôle technique du CRIGE ainsi que le service urbanisme de la DDTM 83, seront les interlocuteurs techniques privilégiés des intercommunalités et des communes concernées par les travaux de numérisation.

Article 2. Rôle des acteurs

La DDTM 83 :

1. Prépare pour toutes les communes d'un lot de numérisation, les documents (papiers et numériques) relatifs aux documents d'urbanisme concernés jusqu'à la dernière révision générale du document, après émission du bon de commande correspondant par le CRIGE. Ces lots comprennent en moyenne 7 communes.
2. Met à disposition du prestataire le lot de numérisation à engager, ainsi que la fiche de suivi associée.
3. Vérifie (service urbanisme) les documents scannés après leur réception. Les DU ne doivent pas être mobilisés + de 2 semaines hors des locaux de la DDTM 83. Les documents rendus doivent être tous complets et numérisés.
 - a. Si le contrôle est négatif : envoi au CRIGE de la fiche de suivi attestant des irrégularités
 - b. Si le contrôle est positif : envoi au CRIGE de la fiche de suivi attestant la conformité et permettant de passer le relais des contrôles aux autres organismes.

Le CRIGE

1. Etablit les lots de numérisations et les bons de commandes associés et transmet les informations auprès du prestataire et la DDTM 83.
2. Réceptionne les travaux de numérisation, accompagnés de la fiche de suivi et réalise les contrôles techniques exhaustifs des bases de données, de la géométrie et la sémantique des données.
 - a. Si le contrôle est négatif : envoi au prestataire d'un rapport de contrôle précisant les erreurs à corriger dans un délai de réalisation indiqué dans les clauses du marché.
 - b. Si le contrôle est positif : envoi au prestataire de la fiche suivi attestant la conformité technique.
3. Accompagne l'EPCI ou la commune pour le contrôle final validant le document d'urbanisme numérisé et autres documents associés.
4. Ordonne le paiement du bon de commande associé une fois les contrôles effectués et leur validation attestée.

L'EPCI / La commune

1. Réceptionne les résultats à contrôler issus de la numérisation, accompagnés de la fiche de suivi des contrôles
2. Effectue le contrôle final du PLU/POS/CC numérisé et autres documents associés :
 - a. Si le contrôle est négatif : point avec le CRIGE sur les résultats des contrôles.
 - b. Si le contrôle est positif : envoi au CRIGE de la fiche de suivi en attestant la conformité du PLU/POS/CC.

Article 3. Déroulement des opérations

La fourniture d'un document d'urbanisme numérisé dans le cadre du présent marché dépend de plusieurs étapes :

1. Définition de chaque lot de numérisation entre le CRIGE et la DDTM 83 (7 communes en moyenne).
2. Préparation du lot de numérisation, par la DDTM 83, de chaque commune jusqu'à sa dernière révision générale.
3. Génération du bon de commande au prestataire.
4. Récupération des documents à numériser par le prestataire dans les locaux de la DDTM 83.
5. Contrôle des livrables scannés ainsi que des retours des documents originaux par la DDTM 83.
 - a. Contrôles DDTM 83 négatifs : notification au CRIGE des erreurs. Notifications au prestataire des erreurs pour corrections.
 - b. Contrôles DDTM 83 positifs : notification au CRIGE et transmission des documents numériques pour contrôles de conformités techniques.

6. Numérisation du lot par le prestataire, puis retour des documents dans un délai de 2 semaines à la DDTM 83.
7. Envoi des travaux du prestataire au CRIGE, pour contrôles de conformité techniques.
 - a. Contrôles CRIGE négatifs : renvoi au prestataire avec la liste des corrections à apporter.
 - b. Contrôles CRIGE positifs : transmission des documents numériques aux EPCI et Communes pour contrôles d'urbanisme règlementaire.
8. Transmission du ou des documents d'urbanisme aux EPCI concernées pour contrôles d'urbanisme règlementaire.
 - a. Contrôles EPCI négatifs : renvoi au CRIGE avec la liste des corrections à apporter, puis retour au prestataire par le CRIGE.
 - b. Contrôles EPCI positifs : notification au CRIGE pour validation.
9. Rapport de validation du lot de numérisation généré par le CRIGE, permettant le solde de la prestation.
10. Paiement par le CRIGE de la prestation basé sur le bon de commande.

Article 4. Délais d'exécution

Le délai de fourniture d'un document d'urbanisme numérisé dans le cadre du présent marché dépend de plusieurs étapes :

Le marché de numérisation prévoit plusieurs délais relatifs aux étapes listées ci-dessus :

- Etape 5 - Numérisation du lot par le prestataire, puis retour des documents initiaux à la DDTM 83 : Le prestataire devra scanner les planches et règlements dans un délai de 2 semaines.
- Cas des contrôles négatifs : le prestataire doit alors retourner de nouvelles livraisons corrigées dans un délai de 2 semaines.
- Etapes 7 et 8 – contrôles techniques et métiers du CRIGE et EPCI (voir communes) : ces contrôles doivent être effectués dans un délai de 8 semaines.

Article 5. Moyens disponibles

L'organisme, cité en première page mettra à disposition, pour les contrôles identifiés pour sa partie (nb pers) : 2 pers : la responsable du SIG, le responsable du suivi des documents d'urbanisme communaux de la CAD.

Le référent (ou service référent) de cet organisme sera :...la responsable du SIG.

Article 6. Durée de la convention

La présente convention s'inscrit seulement dans le cadre du marché de numérisation des documents d'urbanisme des Bouches-du-Rhône et du Var. Sa durée de validité est pleinement liée à la durée du marché, soit 3 ans à partir de sa notification.

Article 7. Droits de propriété intellectuelle

Conformément aux termes du marché passé pour la numérisation des documents d'urbanisme, le titulaire du marché cède à chaque commune concernée les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents aux résultats.

L'ensemble des livrables réalisés dans le cadre des prestations qui font l'objet du présent marché en annexe appartiennent aux communes bénéficiaires, qui pourront en disposer comme bon leur semble et sans aucune limitation. A ce titre, le prestataire cède à titre exclusif et de manière définitive l'ensemble des droits de propriété intellectuelle aux communes bénéficiaires.

A cela se rajoute, dans le cadre de la convention cadre, signé le 8 mars 2010, la mise à disposition des documents d'urbanisme dématérialisés auprès du CRIGE PACA pour une diffusion sur le géoportail régional.

Fait à Aix en Provence

Le

Pour la CAD.....

Pour le CRIGE PACA

Le Président,

Le directeur